Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 297 del 21 dicembre 1990 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 21 dicembre 1990** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 86

LEGGE 29 novembre 1990, n. 387.

Adesione della Repubblica italiana alla convenzione che istituisce una legge uniforme sulla forma di un testamento internazionale, con annesso, adottata a Washington il 26 ottobre 1973, e sua esecuzione.

LEGGE 29 novembre 1990, n. 388.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria per la liberalizzazione dei voli di aeroambulanza tra le regioni frontaliere per il trasporto con carattere di urgenza di traumatizzati o ammalati gravi, firmato a Vienna il 21 febbraio 1989.

LEGGE 29 novembre 1990, n. 389.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare di Bulgaria intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Sofia il 21 settembre 1988.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 29 novembre 1990, n. 387.

Adesione della Repubblica italiana alla convenzione che istituisce una legge uniforme sulla forma di un testamento internazionale, con annesso, adottata a Washington il 26 ottobre 1973, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione che istituisce una legge uniforme sulla forma di un testamento internazionale, con annesso, adottata a Washington il 26 ottobre 1973.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XI della convenzione stessa.

Art. 3.

1. I soggetti abilitati a ricevere gli atti previsti dall'annesso alla convenzione di cui all'articolo 1 sono i notai, limitatamente al territorio nazionale, e gli agenti diplomatici e consolari all'estero, ove la legge dello Stato estero lo consenta.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1990

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION PORTANT LOI UNIFORME
SUR LA FORME D'UN TESTAMENT INTERNATIONAL

Les Etats signataires de la présente Convention,

DESIRANT assurer dans une plus large mesure le respect des actes de dernière volonté par l'établissement d'une forme supplémentaire de testament appelée désormais "testament international" dont l'emploi réduirait la nécessité de la recherche de la loi applicable;

ONT RESOLU de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à introduire dans sa législation, au plus tard dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, les règles sur le testament international formant l'Annexe à la présente Convention.

2. Chacune des Parties Contractantes peut introduire les dispositions de l'Annexe dans sa législation, soit en reproduisant le texte authentique, soit en traduisant celui-ci dans sa ou ses langues officielles.

3. Chacune des Parties Contractantes peut introduire dans sa propre législation toutes les dispositions complémentaires qui seraient nécessaires pour que les dispositions de l'Annexe prennent pleinement effet sur son territoire.

4. Chacune des Parties Contractantes remettra au Gouvernement dépositaire le texte des règles introduites dans sa législation nationale afin d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

. Libreria - Suppl. ord. alla G.U. n. 297.

Article II

1. Chacune des Parties Contractantes complétera les dispositions de l'Annexe dans sa législation dans le délai prévu à l'article qui précède, par la désignation des personnes qui, sur son territoire, sont habilitées à instrumenter en matière de testaments internationaux. Elle peut aussi désigner en tant que personne habilitée à instrumenter à l'égard de ses ressortissants ses agents diplomatiques et consulaires à l'étranger, pour autant que la loi locale ne s'y oppose pas.

2. Elle notifiera cette désignation, ainsi que toute modification ultérieure de celle-ci, au Gouvernement dépositaire.

Article III

La qualité de la personne habilitée à instrumenter en matière de testament international conférée conformément à la loi d'une Partie Contractante est reconnue sur le territoire des autres Parties Contractantes.

Article IV

La valeur de l'attestation prévue à l'article 10 de l'Annexe est reconnue sur les territoires de toutes les Parties Contractantes.

Article V

1. Les conditions requises pour être témoin d'un testament international sont régies par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée. Il en est de même à l'égard des interprètes éventuellement appelés à intervenir.

2. Toutefois la seule qualité d'étranger ne constitue pas un obstacle pour être témoin d'un testament international.

Article VI

1. Les signatures du testateur, de la personne habilitée et des témoins, soit sur un testament international, soit sur l'attestation, sont dispensées de toute légalisation ou formalité analogue.

2. Toutefois, les autorités compétentes de toute Partie Contractante peuvent, le cas échéant, s'assurer de l'authenticité de la signature de la personne habilitée.

Article VII

La conservation du testament international est régie par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée.

Article VIII

Aucune réserve à la présente Convention ni à son Annexe n'est admise.

Article IX

1. La présente Convention sera ouverte à la signature à Washington du 26 octobre 1973 au 31 décembre 1974.

2. La présente Convention sera soumise à ratification.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui sera le Gouvernement dépositaire.

Article X

1. La présente Convention sera ouverte indéfiniment à l'adhésion.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement dépositaire.

Article XI

1. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé auprès du Gouvernement dépositaire.

2. Pour chaque Etat qui la ratifiera ou y adhérera après que le cinquième instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, la présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XII

1. Chacune des Parties Contractantes pourra dénoncer la présente Convention par une notification écrite adressée au Gouvernement dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Gouvernement dépositaire aura reçu la notification, mais ladite dénonciation ne portera pas atteinte à la validité de tout testament fait pendant la période durant laquelle la Convention était en vigueur pour l'Etat dénonçant.

Article XIII

1. Chaque Etat pourra, lors du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par notification adressée au Gouvernement dépositaire, que la présente Convention sera applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales.

2. Cette déclaration aura effet six mois après la date à laquelle le Gouvernement dépositaire en aura reçu notification ou, si à la fin de ce délai la Convention n'est pas encore entrée en vigueur, à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

3. Chacune des Parties Contractantes qui aura fait une déclaration conformément à l'alinéa 1^er du présent article pourra, conformément à l'Article XII, dénoncer la Convention en ce qui concerne tout ou partie des territoires intéressés.

Article XIV

1. Si un Etat est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit sont en vigueur en ce qui concerne les questions relatives à la forme des testaments, il peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'étend à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou plusieurs d'entre elles, et peut modifier sa déclaration en soumettant à tout moment une autre déclaration.

2. Ces déclarations sont communiquées au Gouvernement dépositaire et indiquent expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article XV

Si une Partie Contractante est composée de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles différents systèmes de droit sont en vigueur en ce qui concerne les questions relatives à la forme des testaments, toute référence à la loi interne de l'endroit où le testament est établi ou à la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée pour instrumenter en matière de testaments internationaux sera interprétée conformément au système constitutionnel de la Partie considérée.

Article XVI

1. L'original de la présente Convention, en langues anglaise, française, russe et espagnole, chaque texte faisant également foi, sera déposé auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé.

2. Le Gouvernement dépositaire notifiera aux Etats signataires et adhérents et à l'Institut international pour l'unification du droit privé:

a) toute signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;

c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à l'article XI;

d) toute communication reçue conformément à l'article I, alinéa 4, de la présente Convention;

e) toute notification reçue conformément à l'article II, alinéa 2;

f) toute déclaration reçue conformément à l'article XIII, alinéa 2, et la date à laquelle la déclaration prendra effet;

g) toute dénonciation reçue conformément à l'article XII, alinéa 1er, ou à l'article XIII, alinéa 3, et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;

h) toute déclaration reçue conformément à l'article XIV, alinéa 2, et la date à laquelle la déclaration prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Washington, ce vingt-sixième jour d'octobre mil neuf cent soixante-treize.

ANNEXE

LOI UNIFORME SUR LA FORME D'UN TESTAMENT INTERNATIONAL

Article 1

1. Un testament est valable, en ce qui concerne la forme, quels que soient notamment le lieu où il a été fait, la situation des biens, la nationalité, le domicile ou la résidence du testateur, s'il est fait dans la forme du testament international, conformément aux dispositions des articles 2 à 5 ci-après.

2. La nullité du testament en tant que testament international n'affecte pas sa validité éventuelle quant à la forme en tant que testament d'une autre espèce.

Article 2

La présente loi ne s'applique pas aux formes des dispositions testamentaires faites dans un même acte par deux ou plusieurs personnes.

Article 3

1. Le testament doit être fait par écrit.

2. Il n'est pas nécessairement écrit par le testateur lui-même.

3. Il peut être écrit en une langue quelconque, à la main ou par un autre procédé.

Article 4

1. Le testateur déclare en présence de deux témoins et d'une personne habilitée à instrumenter à cet effet que le document est son testament et qu'il en connaît le contenu.

2. Le testateur n'est pas tenu de donner connaissance du contenu du testament aux témoins, ni à la personne habilitée.

Article 5

1. En la présence des témoins et de la personne habilitée, le testateur signe le testament ou, s'il l'a signé précédemment, reconnaît et confirme sa signature.

2. Si le testateur est dans l'incapacité de signer il en indique la cause à la personne habilitée qui en fait mention sur le testament. En outre, le testateur peut être autorisé par la loi en vertu de laquelle la personne habilitée a été désignée à demander à une autre personne de signer en son nom.

3. Les témoins et la personne habilitée apposent sur le champ leur signature sur le testament, en la présence du testateur.

Article 6

1. Les signatures doivent être apposées à la fin du testament.

2. Si le testament comporte plusieurs feuillets, chaque feuillet doit être signé par le testateur ou, s'il est dans l'incapacité de signer, par la personne signant en son nom ou, à défaut, par la personne habilitée. Chaque feuillet doit en outre être numéroté.

Article 7

1. La date du testament est celle de sa signature par la personne habilitée.

2. Cette date doit être apposée à la fin du testament par la personne habilitée.

Article 8

En l'absence de règle obligatoire sur la conservation des testaments, la personne habilitée demande au testateur s'il désire faire une déclaration concernant la conservation de son testament. Dans ce cas, et à la demande expresse du testateur, le lieu où il a l'intention de faire conserver son testament sera mentionné dans l'attestation prévue à l'article 9.

Article 9

La personne habilitée joint au testament une attestation conforme aux dispositions de l'article 10 établissant que les obligations prescrites par la présente loi ont été respectées.

Article 10

L'attestation établie par la personne habilitée sera rédigée dans la forme suivante ou dans une forme équivalente:

ATTESTATION

re 1973)

1. Je .... (nom, adresse et qualité) personne habilitée à instrumenter en matière de testament international
2. Atteste que le .... (date) à................. (lieu)
3. (testateur) .... (nom, adresse, date et lieu de naissance)

en ma présence et en celle des témoins

4. a) .... (nom, adresse, date et lieu de naissance)

   b) .... (nom, adresse, date et lieu de naissance)

a déclaré que le document ci-joint est son testament et qu'il en connaît le contenu.

5. J'atteste en outre que:

6. a) en ma présence et en celle des témoins,

1. le testateur a signé le testament ou a reconnu et confirmé sa signature déjà apposée;

*2. le testateur, ayant déclaré être dans l'impossibilité de signer lui-même son testament pour les raisons suivantes:

....

- j'ai mentionné ce fait sur le testament

* - la signature a été apposée par .... (nom, adresse)

7. b) les témoins et moi-même avons signé le testament.

8. *c) Chaque feuillet du testament a été signé par ....

....

et numéroté.

9. d) Je me suis assuré de l'identité du testateur et des témoins désignés ci-dessus;

10. e) Les témoins remplissaient les conditions requises selon la loi en vertu de laquelle j'instrumente.

11. *f) Le testateur a désiré faire la déclaration suivante concernant la conservation de son testament:

....

....

12. LIEU

13. DATE

14. SIGNATURE et, le cas échéant, SCEAU

* A compléter le cas échéant

Article 11

La personne habilitée conserve un exemplaire de l'attestation et en remet un autre au testateur.

Article 12

Sauf preuve contraire, l'attestation de la personne habilitée est acceptée comme preuve suffisante de la validité formelle de l'instrument en tant que testament au sens de la présente loi.

Article 13

L'absence ou l'irrégularité d'une attestation ne porte pas atteinte à la validité formelle d'un testament établi conformément à la présente loi.

Article 14

Le testament international est soumis aux règles ordinaires de révocation des testaments.

Article 15

Pour l'interprétation et l'application des dispositions de la présente loi, il sera tenu compte de son origine internationale et de la nécessité de son interprétation uniforme.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE CHE ISTITUISCE UNA LEGGE UNIFORME SULLA FORMA DI UN TESTAMENTO INTERNAZIONALE

Gli Stati firmatari della presente Convenzione,

DESIDEROSI di assicurare in misura maggiore l'osservanza degli atti di ultima volontà grazie all'istituzione di una forma supplementare di testamento -d'ora in poi denominata "testamento internazionale - l'uso del quale diminuirebbe la necessità di individuare la legge applicabile;

HANNO RISOLUTO di stipulare a tal fine una Convenzione ed hanno convenuto le seguenti disposizioni:

1

Articolo primo

1. Ciascuna delle Parti Contraenti si impegna ad introdurre nella propria legislazione, non oltre sei mesi dopo l'entrata in vigore nei suoi confronti della presente Convenzione, le regole relative al testamento internazionale riportate nell'Annesso alla presente Convenzione.

2. Ciascuna delle Parti Contraenti può introdurre le disposizioni dell'Annesso nella propria legislazione, sia riproducendo il testo autentico, sia traducendolo nella sua lingua, o nelle sue lingue ufficiali.

3. Ciascuna delle Parti Contraenti può introdurre nella sua legislazione ogni disposizione complementare eventualmente necessaria affinché le disposizioni dell'Annesso abbiano effetto intero sul suo territorio.

4. Ciascuna delle Parti Contraenti consegnerà al Governo depositario il testo delle regole introdotte nella sua legislazione nazionale al fine di applicare le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo II

1. Ciascuna delle Parti Contraenti completerà le disposizioni dell'Annesso nella sua legislazione entro i termini previsti nell'articolo precedente, col designare le persone le quali sono abilitate sul suo territorio a stipulare atti in materia di testamenti internazionali. Tale Parte può anche designare, in quanto persona abilitata a stipulare atti concernenti i suoi connazionali, i suoi agenti diplomatici e consolari all'estero, sempre che la legislazione locale non lo vieti.

2. Tale Parte notificherà la predetta designazione, nonché ogni ulteriore modifica di quest'ultima, al Governo depositario.

Articolo III

La qualifica della persona abilitata a stipulare atti in materia di testamenti internazionali, conferita in conformità con la legge di una Parte Contraente sara riconosciuta sul territorio delle altre Parti Contraenti.

Articolo IV

Il valore dell'attestato di cui all'articolo 10 dell'Annesso è riconosciuto sui territori di tutte le Parti Contraenti.

Articolo V

1. Le condizioni necessarie per poter essere testimone di un testamento internazionale sono regolamentate dalla legge in virtù della quale la persona abilitata e stata designata. Ciò e valido anche per quanto riguarda gli interpreti eventualmente chiamati ad intervenire.

2. Tuttavia la sola qualità di straniero non costituisce ostacolo per essere testimone di un testamento internazionale.

Articolo VI

1. Le firme del testatore, della persona abilitata e dei testimoni, sia su un testamento internazionale, sia sull'attestato, sono dispensate da ogni legalizzazione o formalità analoga.

2. Tuttavia, le autorità competenti di ogni Parte Contraente possono, se del caso, accertarsi dell'autenticità della firma della persona abilitata.

Articolo VII

La conservazione del testamento internazionale è regolamentata dalla legge in virtù della quale la persona abilitata è stata designata.

Articolo VIII

Nessuna riserva è ammessa alla presente Convenzione o al suo Annesso.

Articolo IX

1. La presente Convenzione sara aperta alla firma a Washington dal 26 ottobre 1973 al 31 dicembre 1974.

2. La presente Convenzione sara sottoposta a ratifica.

3. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, il quale sara il Governo depositario.

Articolo X

1. La presente Convenzione sara indefinitamente aperta all'adesione.

2. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Governo depositario.

Articolo XI

1. La presente Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo la data alla quale il quinto strumento di ratifica o di adesione sarà stato depositato presso il Governo depositario.

2. Per ciascun Stato che la ratifichi o vi aderisca dopo che il quinto strumento di ratifica o di adesione sarà stato depositato, la presente Convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo il deposito dello strumento di ratifica o di adesione di detto Stato.

Articolo XII

1. Ciascuna delle Parti Contraenti potrà denunciare la presente Convenzione per mezzo di una notifica scritta indirizzata al Governo depositario.

2. La denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la data alla quale il Governo depositario avrà ricevuto la notifica, ma detta denuncia non pregiudicherà la validità di ogni testamento fatto durante il periodo nel quale la Convenzione era in vigore per lo Stato che effettua la denuncia.

Articolo XIII

1. Ciascun Stato potrà, al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione oppure in ogni successivo momento, dichiarare, per mezzo di notifica indirizzata al Governo depositario, che la presente Convenzione sarà applicabile a tutti o parte dei territori per i quali esso cura le relazioni internazionali.

2. Tale dichiarazione avra effetto sei mesi dopo la data alla quale il Governo depositario ne avra ricevuto notifica, oppure, se alla scadenza di detto termine la Convenzione non è ancora entrata in vigore, a decorrere dalla data di entrata in vigore di quest'ultima.

3. Ciascuna delle Parti Contraenti che avra fatto una dichiarazione in conformità con il capoverso 1° del presente articolo, potrà, in conformità con l'articolo XII, denunciare la Convenzione per quanto concerne tutti o parte dei territori interessati.

Articolo XIV

1. Se uno Stato è composto da due o più unità territoriali nei quali vari sistemi legislativi sono in vigore per quanto concerne le questioni relative alla forma dei testamenti, esso può, all'atto della firma, della ratifica, oppure dell'adesione, dichiarare che la presente Convenzione si estende a tutte le sue unità territoriali oppure solamente ad una o a più di esse, e può modificare la sua dichiarazione presentando in ogni tempo un'altra dichiarazione.

2. Questa dichiarazioni sono comunicate al Governo depositario ed indicano espressamente le unità territoriali cui si applica la Convenzione.

Articolo XV

Se una Parte Contraente è composta da due o più unità territoriali nelle quali vari sistemi legislativi sono in vigore per quanto concerne le questioni relative alla forma dei testamenti, ogni riferimento alla legge interna del luogo dove il testamento è stabilito oppure alla legge in virtù della quale la persona abilitata è stata designata per rogare in materia di testamenti internazionali, sara interpretato in conformità con il sistema costituzionale della Parte considerata.

Articolo XVI

1. L'originale della presente Convenzione, in lingua inglese, francese, russa e spagnola, ciascun testo facendo ugualmente fede, sara depositato presso il Governo degli Stati Uniti d'America il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a ciascuno degli Stati firmatari ed aderenti ed all'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato.

2. Il Governo depositario notificherà agli Stati firmatari ed aderenti ed all'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato:

a) ogni firma;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione;

c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione, in conformità con l'articolo XI;

d) ogni comunicazione ricevuta in conformità con l'articolo I, capoverso 4, della presente Convenzione;

e) ogni notifica ricevuta in conformità con l'articolo II, capoverso 2;

f) ogni dichiarazione ricevuta in conformità con l'articolo XIII, capoverso 2 nonché la data alla quale la dichiarazione avra effetto;

g) ogni denuncia ricevuta in conformità con l'articolo XII, capoverso 1°, oppure all'articolo XIII, capoverso 3, nonché la data alla quale la denuncia avra effetto;

h) ogni dichiarazione ricevuta in conformità con l'articolo XIV, capoverso 2, nonché la data alla quale la dichiarazione avra effetto.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti Plenipotenziari, a tal fine debitamente autorizzati , hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Washington, il ventisei ottobre millenovecentosettanta tre.

ANNESSO

LEGGE UNIFORME SULLA FORMA DI UN TESTAMENTO INTERNAZIONALE

Articolo 1

1. Un testamento è valido, per quanto concerne la forma, quali che siano in particolare il luogo dove è stato fatto, la situazione dei beni, la nazionalità, il domicilio oppure là residenza del testatore, se è redatto secondo la forma del testamento internazionale in conformità con le disposizioni degli articoli da 2 a 5 in appresso.

2. La nullità del testamento in quanto testamento internazionale non pregiudica la sua eventuale validità sotto l'aspetto della forma in quanto testamento di altra specie.

Articolo 2

La presente legge non si applica alle forme di disposizioni testamentarie fatte nello stesso atto da due o più persone.

Articolo 3

1. Il testamento deve essere fatto per iscritto.

2. Non è necessariamento scritto dal testatore stesso.

3. Può essere scritto in una lingua qualsiasi, a mano o con altro procedimento.

Articolo 4

1. Il testatore dichiara in presenza di due testimoni e di una persona abilitata a stipulare atti a tal fine che il documento è il suo testamento e che egli e a conoscenza del suo contenuto.

2. Il testatore non è tenuto a far conoscere il contenuto del testamento ai testimoni oppure alla persona abilitata.

Articolo 5

1. Il testatore firma il testamento oppure, se l'ha firmato precedentemente, riconosce e conferma la sua firma, in presenza dei testimoni e della persona abilitata.

2. Se il testatore e nell'incapacità di firmare, egli ne indica la ragione alla persona abilitata che ne fa menzione nel testamento. Inoltre il testatore può essere autorizzato dalla legge, in virtù della quale la persona abilitata è stata designata, a chiedere ad un'altra persona di firmare a suo nome.

3. I testimoni e la persona abilitata appongono immediatamente la loro firma sul testamento, in presenza del testatore.

Articolo 6

1. Le firme devono essere apposte alla fine del testamento.

2. Se il testamento comporta diversi fogli, ciascun foglio deve essere firmato dal testatore, oppure, se è nell'incapacità di firmare, dalla persoan che firma a nome suo, oppure in mancanza, dalla persona abilitata. Ciascun foglio deve inoltre essere numerato.

Articolo 7

1. La data del testamento e quella della sua firma da parte della persona abilitata.

2. Questa data deve essere apposta alla fine del testamento dalla persona abilitata.

Articolo 8

In mancanza di regola obbligatoria sulla conservazione dei testamenti, la persona abilitata domanda al testatore se desidera fare una dichiarazione concernente la conservazione del suo testamento. In tal caso, e dietro richiesta espressa del testatore, il luogo dove egli intende far conservare il suo testamento sarà menzionato nell'attestato previsto all'articolo 9.

Articolo 9

La persona abilitata allega al testamento un attestato conforme alle disposizioni dell'articolo 10 il quale stabilisce che gli obblighi prescritti dalla presente legge sono stati rispettati.

Articolo 10

L'attestato stabilito dalla persona abilitata sarà redatto nella forma seguente o sotto forma equivalente:

ATTESTATO

(Convenzione del 26 ottobre 1973)

1. Il sottoscritto..................................(nome, indirizzo e qualifica) persona abilitata a rogare in materia di testamento internazionale
2. Attesta che il..................................(data) a...............(luogo)
3. (testatore)...........................(nome, indirizzo, data e luogo di nascita)

in mia presenza ed in quella dei testimoni

4. a)...(nome, indirizzo, data e luogo di nascita)

b)...(nome, indirizzo, data e luogo di nascita)

ha dichiarato che il documento allegato è il suo testamento e che ne conosce il contenuto.

5. Attesto inoltre che:

6. a) in mia presenza ed al cospetto di testimoni,

1. il testatore ha firmato il testamento oppure ha riconosciuto e confermato la sua firma già apposta;

*2. il testatore, avendo dichiarato di essere impossibilitato a firmare egli stesso il suo testamento per le seguenti ragioni:

....

- ho menzionato questa circostanza nel testamento

*- la firma è stata apposta da..............(nome, indirizzo)

7. b) I testimoni ed io stesso(a) abbiamo firmato il testamento

8. *c) Ciascun foglio del testamento è stato firmato da..................

....

e numerato.

9. d) mi sono accertato dell'identità del testatore e dei testimoni indicati precedentemente;

10. E) I testimoni soddisfavano alle condizioni richieste in base alla legge in virtù della quale stipulo (il testamento).

11. *f) Il testatore ha voluto formulare la seguente dichiarazione concernente la conservazione del suo testamento:

....

....

12. LUOGO

13. DATA

14. FIRMA e, se del caso, SIGILLO

* da completare, se del caso.

Articolo 11

La persona abilitata conserva un'esemplare dell'attestato e ne consegna un altro al testatore.

Articolo 12

Salvo prova contraria, l'attestato della persona abilitata è accettata come prova sufficiente della validità formale dell'atto in quanto testamento ai sensi della presente legge.

Articolo 13

L'assenza oppure l'irregolarità di un attestato non pregiudica la validita formale di un testamento stabilità in conformità con la presente Legge.

Articolo 14

Il testamento internazionale è sottoposto alle regole ordinarie di revoca dei testamenti.

Articolo 15

Ai fini dell'interpretazione e dell'applicazione delle disposizioni della presente Legge, si terrà conto della sua origine internazionale e della necessità della sua interpretazione uniforme.

CERTIFICO che quanto precede e una copia autentica della Convenzione che istituisce una legge uniforme sulla forma di un testamento internazionale, con Annesso, aperta alla firma a Washington il 26 Ottobre 1973, in lingua francese, inglese, russa e spagnola, il cui originale firmato è depositato presso gli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America.

IN TESTIMONIANZA DI CIO', io sottoscritto HENRY A. KISSINGER, Segretario di Stato degli Stati Uniti d'America, ho di conseguenza disposto che il sigillo del Dipartimento di Stato fosse apposto ed il mio nome sottoscritto dall'Addetto all'Autenticazione di detto Dipartimento, nella città di Washington, Distretto di Columbia, il 10 gennaio,1974.

(Henry A. Kissinger)
....
Segretario di Stato

(Firma)
da ....
Addetto all'Autenticazione
Dipartimento di Stato

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1910):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 12 ottobre 1989.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 novembre 1989, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 5ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 14 dicembre 1989.

Relazione scritta annunciata il 19 dicembre 1989 (atto n. 1910/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 19 dicembre 1989.

Camera dei deputati (atto n. 4457):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 gennaio 1990, con pareri delle commissioni I, II, e V.

Esaminato dalla III commissione il 16 maggio 1990.

Esaminato in aula il 7 giugno 1990 e approvato, con modificazioni, il 12 giugno 1990.

Senato della Repubblica (atto n. 1910/*B*):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 3 luglio 1990, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 luglio 1990, 31 ottobre 1990.

Relazione scritta annunciata il 15 novembre 1990 (atto n. 1910/*C* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 22 novembre 1990.

90G0429

LEGGE 29 novembre 1990, n. 388.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria per la liberalizzazione dei voli di aeroambulanza tra le regioni frontaliere per il trasporto con carattere di urgenza di traumatizzati o ammalati gravi, firmato a Vienna il 21 febbraio 1989.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria per la liberalizzazione dei voli di aeroambulanza tra le regioni frontaliere per il trasporto con carattere di urgenza di traumatizzati o ammalati gravi, fatto a Vienna il 21 febbraio 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 12 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1990

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO

tra la Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria per la liberalizzazione dei voli di aeroambulanza tra le regioni frontaliere per il trasporto con carattere di urgenza di traumatizzati o ammalati gravi.

La Repubblica italiana e la Repubblica d'Austria,

animate dal desiderio di regolamentare l'effettuazione dei voli transfrontalieri di aeroambulanze, ivi includendo le aviosuperfici, e consapevoli della particolare natura di tali voli;

nell'intento di facilitarne l'attuazione tecnica ed amministrativa tramite una stretta collaborazione;

hanno convenuto di stipulare il seguente Accordo:

ARTICOLO 1.

Ai fini del presente Accordo:

1. Per « volo di aeroambulanza » si intende un volo, operato con aeromobile registrato nello Stato di origine dietro remunerazione o gratuito, avente lo scopo di trasportare, con carattere d'urgenza traumatizzati o ammalati gravi.

2. Per « Stato di origine » si intende lo Stato dal cui territorio muovono gli aeromobili.

3. Per « Stato di destinazione » si intende lo Stato in cui vengono operati voli di aeroambulanza provenienti dallo Stato di origine.

4. Per « aviosuperficie » si intende un'area non classificata come aeroporto, eliporto o idroscalo, idonea alla partenza e all'approdo degli aeromobili le cui caratteristiche tecniche lo consentano e che per quanto riguarda le aviosuperfici situate in Italia, sia stata autorizzata come tale.

5. Per « regioni frontaliere » si intendono le Regioni della Repubblica italiana ed i Laender federali della Repubblica d'Austria adiacenti al confine di Stato comune.

ARTICOLO 2.

1. Il presente Accordo si applica ai voli di aeroambulanza che vengono operati nelle regioni frontaliere dello Stato di destinazione.

2. I voli di aeroambulanza possono venire operati nello Stato di destinazione da e verso aeroporti civili e militari aperti al traffico civile, eliporti, idroscali ed aviosuperfici.

ARTICOLO 3.

1. Per l'attraversamento del confine tra gli Stati contraenti nell'ambito dei voli di aeroambulanza, il personale di condotta del volo, il personale sanitario e le persone trasportate non necessitano di documenti validi per l'espatrio.

2. E consentito che i familiari o, in loro assenza, un accompagnatore seguano il traumatizzato o l'ammalato grave.

3. Nell'eventualità in cui i nomi e le generalità delle persone trasportate non abbiano potuto essere comunicati già nel piano di volo, tali nomi debbono essere comunicati senza ritardo all'Autorità di Polizia dell'altro Stato contraente dopo lo svolgimento del volo di aeroambulanza.

4. Gli Stati contraenti si impegnano a riaccogliere, indipendentemente dalla loro nazionalità, tutte le persone trasportate nell'altro Stato contraente, anche se non sono in possesso di un documento valido per l'espatrio, ad eccezione delle persone che sono cittadini dell'altro Stato o ivi munite di un permesso di soggiorno in corso di validità.

ARTICOLO 4.

1. I voli di aeroambulanza potranno essere effettuati dietro notifica del piano di volo ICAO all'Autorità dello Stato di destinazione indicata nell'articolo 5.

2. I voli, quando l'ordinamento dello Stato di destinazione lo richieda, dovranno essere condotti lungo aerovie esistenti e potranno essere effettuati anche al di sotto del limite delle stesse previsto dall'AIP (Aeronautical Information Publication), nel rispetto della sicurezza del volo.

Ove le aerovie non fossero praticabili e compatibilmente con la sicurezza del volo potranno essere utilizzati gli instradamenti comunicati attraverso i canali diplomatici.

Il tratto aereo che congiunge le aerovie o instradamenti esistenti con l'aviosuperficie deve essere il più breve possibile.

3. Il piano di volo recante i requisiti richiesti dall'ICAO dovrà, in ogni caso, essere integrato con le seguenti informazioni previste dal presente Accordo:

a. scopo del volo;

b. percorso completo del volo di aeroambulanza con riferimenti geografici noti;

c. coordinate geografiche dell'aviosuperficie, ovvero, se ciò non sia possibile, coordinate geografiche del baricentro di una zona il più possibile ristretta nella quale è ubicata l'aviosuperficie di destinazione;

d. generalità del personale di condotta del volo, del personale sanitario e dei terzi trasportati.

ARTICOLO 5.

1. Il piano di volo dovrà essere comunicato, prima dell'effettuazione del volo stesso, alle seguenti Autorità:

per l'Italia: Centro Regionale Assistenza al Volo di Padova (Padova ACC);

per l'Austria: Bezirkskontrollstelle Wien, als Aussenstelle des Bundesamtes fuer Zivilluftfahrt (ACC Wien).

2. Per un volo strumentale il piano di volo dovrà essere comunicato 30 minuti prima del decollo.

I voli a vista potranno essere effettuati immediatamente dopo la notifica del piano di volo.

3. Qualora il responsabile del volo sia costretto a compiere manovre che comportino la violazione di procedure o di regolamenti locali, o a modificare il percorso previsto nel piano di volo per sopravvenuti motivi connessi con la sicurezza dell'aeromobile e delle persone che sono a bordo, dovrà informare immediatamente l'Autorità dello Stato di destinazione di cui al paragrafo 1.

ARTICOLO 6.

1. Per gli aeromobili non vengono richiesti o rilasciati documenti doganali. Gli aeromobili, le provviste di bordo, ivi compresi i carburanti, le attrezzature sanitarie ed i medicinali necessari all'operazione di trasporto introdotti nello Stato di destinazione per l'uso temporaneo sono esenti da ogni diritto e tassa di importazione, senza procedure formali e senza il deposito di una cauzione. Altre merci, esclusi gli effetti personali, non possono essere trasportate.

2: Le provviste di bordo, ivi compresi i carburanti, le apparecchiature sanitarie ed i medicinali sono esenti da ogni diritto e tassa di importazione nella misura in cui vengono impiegati. In caso di mancato impiego devono essere riesportati.

3. Per i materiali che beneficiano delle agevolazioni indicate nei paragrafi 1 e 2 non trovano applicazione le disposizioni relative ai divieti e alle limitazioni del traffico merci internazionale.

4. Le rispettive Autorità di Polizia e di Dogana, a seguito della notifica del piano di volo nei termini previsti dall'articolo 4 si riservano il diritto, ove lo ritengano necessario, di effettuare i controlli previsti dagli ordinamenti interni.

ARTICOLO 7.

1. I voli di aeroambulanza da/per aviosuperfici potranno essere effettuati nello Stato di destinazione solo da piloti in possesso delle autorizzazioni richieste dallo Stato di origine.

2. Le autorizzazioni di cui al paragrafo 1 dovranno essere portate con sé dai piloti insieme ai documenti di bordo previsti dall'ordinamento dello Stato di origine.

3. Il personale di condotta del volo deve essere adeguatamente addestrato e conoscere, nel caso in cui si utilizzi un'aviosuperficie, le regolamentazioni dello Stato di destinazione che disciplinano i voli da/per aviosuperfici.

4. Gli Stati contraenti si comunicano reciprocamente le disposizioni interne in materia.

ARTICOLO 8.

1. Le competenti Autorità degli Stati contraenti possono impedire la partecipazione ai voli di aeroambulanza sul loro territorio a persone residenti sul territorio dell'altro Stato che non abbiano osservato le disposizioni del presente Accordo o nei confronti delle quali sia stato avviato un procedimento penale nel territorio dello Stato di destinazione per reati ivi commessi.

2. Tali divieti vengono comunicati alle competenti Autorità dell'altro Stato contraente attraverso i canali diplomatici.

ARTICOLO 9.

1. Gli aeromobili, il personale di condotta del volo e le persone trasportate devono essere disarmati.

2. Sugli aeromobili non si dovranno portare mezzi, equipaggiamenti o sensori fissi o mobili atti ad effettuare rilevamenti di qualsiasi tipo esclusa la strumentazione di bordo necessaria per la navigazione aerea, ovvero gli apparecchi per l'assistenza medica.

ARTICOLO 10.

Ogni Stato contraente comunicherà all'altro Stato contraente, prima dell'entrata in vigore del presente Accordo, una lista completa dei nominativi del personale di condotta del volo e dei vettori aerei accreditati ad operare i servizi disciplinati dal presente Accordo e darà notizia di volta in volta delle variazioni.

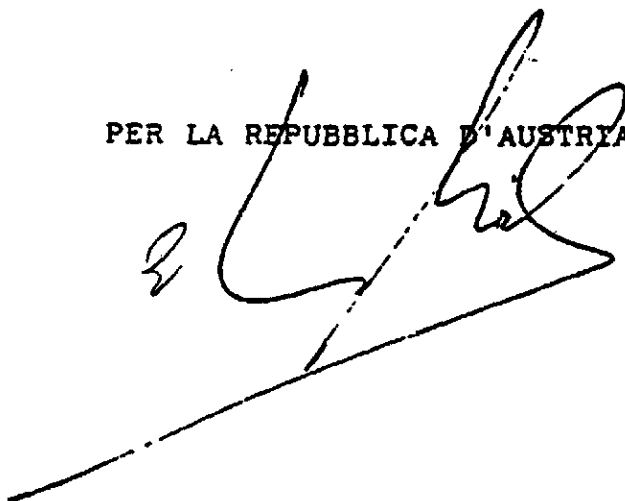
ARTICOLO 11.

1. Ogni Stato contraente potrà temporaneamente sospendere, in tutto o in parte, l'applicazione del presente Accordo per motivi di sicurezza, di ordine pubblico e connessi alla difesa nazionale. Di ciò l'altro Stato contraente dovrà essere informato immediatamente tramite i canali diplomatici.

2. Laddove per gli stessi motivi sia necessaria una limitazione temporanea delle facilitazioni previste dal presente Accordo, essa dovrà essere comunicata alle Autorità dell'altro Stato contraente di cui all'articolo 5.

ARTICOLO 12.

1. Il presente Accordo sarà soggetto a ratifica, lo scambio degli strumenti di ratifica avra luogo nel più breve tempo possibile a Roma.

2. Il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo al mese in cui avra luogo lo scambio degli strumenti di ratifica.

3. Il presente Accordo potrà essere denunciato per iscritto in qualsiasi momento per via diplomatica. Esso cessera di essere in vigore il primo giorno del terzo mese successivo all'avvenuta denuncia.

Fatto a Vienna il 21 febbraio 1989 in due originali in lingua italiana e tedesca, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

PER LA REPUBBLICA ITALIANA

PER LA REPUBBLICA D'AUSTRIA

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4584):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 14 febbraio 1990.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 marzo 1990, con pareri delle commissioni I, IX e XII.

Esaminato dalla III commissione il 16 maggio 1990.

Esaminato in aula il 7 giugno 1990 e approvato il 12 giugno 1990.

Senato della Repubblica (atto n. 2314):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 giugno 1990, con pareri delle commissioni 1ª, 8ª e 12ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 luglio 1990, 31 ottobre 1990.

Relazione scritta annunciata il 15 novembre 1990 (atto n. 2314/*A* - relatore sen. FIORET).

Esaminato in aula e approvato il 22 novembre 1990.

90G0430

LEGGE 29 novembre 1990, n. 389.

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare di Bulgaria intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Sofia il 21 settembre 1988.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare di Bulgaria intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Sofia il 21 settembre 1988.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 28 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 novembre 1990

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DE MICHELIS, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

C O N V E N Z I O N E

TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA POPOLARE DI BULGARIA INTESA AD EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI IN MATERIA D'IMPOSTE SUL REDDITO E SUL PATRIMONIO ED A PREVENIRE LE EVASIONI FISCALI

La Repubblica Italiana e la Repubblica Popolare di Bulgaria, desiderose di sviluppare e facilitare le reciproche relazioni economiche, hanno convenuto di concludere una Convenzione intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali:

ARTICOLO 1

Soggetti e residenti

1. La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

2. Ai sensi della presente Convenzione, l'espressione "residente di uno Stato contraente" designa:

a) per quanto riguarda la Repubblica italiana, qualsiasi persona che, in virtù della legislazione italiana, è assoggettata ad imposta in Italia a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga.

b) per quanto riguarda la Repubblica Popolare di Bulgaria, qualsiasi persona fisica che possiede la nazionalità bulgara nonchè qualsiasi persona giuridica che ha la propria sede in Bulgaria o che è ivi registrata;

3. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 2, una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo:

a) detta persona è considerata residente dello Stato nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b) se non si può determinare lo Stato nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo.

4. Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 2, una persona diversa da una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato in cui si trova la sede della sua direzione effettiva.

ARTICOLO 2

Imposte considerate

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito e sul patrimonio prelevate per conto di uno Stato contraente, delle sue suddivisioni politiche o amministrative o dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di prelevamento.

2. Sono considerate imposte sul reddito e sul patrimonio le imposte prelevate sul reddito complessivo, sul patrimonio complessivo o su elementi del reddito o del patrimonio, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo dei salari corrisposti dalle imprese, nonchè le imposte sui plusvalori.

3. Le imposte attuali alle quali si applica la Convenzione sono, in particolare:

a) per quanto concerne la Repubblica italiana:

(1) l'imposta sul reddito delle persone fisiche;

(2) l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;

(3) l'imposta locale sui redditi

ancorchè riscosse mediante ritenuta alla fonte (qui di seguito indicate quali "imposta italiana").

b) per quanto concerne la Repubblica Popolare di Bulgaria:

(1) l'imposta sul reddito totale;

(2) l'imposta sui celibi, sui vedovi, i divorziati e le coppie senza figli;

(3) l'imposta sugli utili;

(4) l'imposta sui fabbricati;

(qui di seguito indicate quali "imposta bulgara");.

4. La Convenzione si applica anche alle imposte di natura identica o analoga che verranno istituite dopo la data della firma della Convenzione e che si aggiungeranno alle imposte attuali o le sostituiranno. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche importanti apportate alle rispettive legislazioni fiscali.

ARTICOLO 3

Definizioni generali

1. Ai fini della presente Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:

a) il termine "Italia" designa la Repubblica italiana e comprende le zone al di là del mare territoriale dell'Italia le quali, conformemente al diritto internazionale consuetudinario e alle leggi italiane

concernenti l'esplorazione e lo sfruttamento delle risorse naturali, possono essere considerate come zone nelle quali i diritti sovrani italiani relativi a tali zone, al fondo marino e al suo sottosuolo, nonchè alle loro risorse naturali possono essere esercitati;

b) il termine "Bulgaria" designa la Repubblica Popolare di Bulgaria e, quando è utilizzato in senso geografico, designa il territorio sul quale la Bulgaria esercita i suoi diritti sovrani, nonchè la piattaforma continentale e la zona economica esclusiva sulle quali la Bulgaria esercita i suoi diritti sovrani conformemente al diritto internazionale;

c) le espressioni "uno Stato contraente" e "l'altro Stato contraente" designano, secondo il contesto, la Repubblica italiana o la Repubblica Popolare di Bulgaria;

d) il termine "persona" comprende le persone fisiche, le persone giuridiche - ivi comprese le società - ed ogni altra associazione di persone;

e) il termine "società" designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini dell'imposizione;

f) le espressioni "impresa di uno Stato contraente" e "impresa dell'altro Stato contraente" designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e un'impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;

g) l'espressione "traffico internazionale" designa qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave, di un aeromobile o di un veicolo stradale da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave, l'aeromobile o il veicolo stradale sia utilizzato

esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;

h) l'espressione "autorità competente" designa:
   (1) in Italia: il Ministero delle Finanze.
   (2) in Bulgaria: il Ministero delle Finanze).

2. Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dalla legislazione di detto Stato relativa alle imposte alle quali si applica la Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

ARTICOLO 4

Stabile organizzazione

1. Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "stabile organizzazione" designa una sede fissa di affari in cui l'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione "stabile organizzazione" comprende in particolare:

a) una sede di direzione;
b) una succursale;
c) un ufficio;
d) un'officina;
e) un laboratorio;
f) una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;
g) un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia "stabile organizzazione" se:

a) si fa uso di un'istallazione ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna di merci appartenenti all'impresa;

b) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;

c) le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;

d) una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per l'impresa;

e) una sede fissa di affari è utilizzata per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche o di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.

4. La partecipazione di un residente dell'Italia in una società mista costituita in Bulgaria conformemente al Decreto n. 535 del Consiglio di Stato della Repubblica Popolare di Bulgaria del 25 marzo 1980 è considerata "stabile organizzazione" ai fini della presente Convenzione.

5. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente - diversa da un agente che goda di uno status indipendente, di cui al paragrafo 6 - è considerata "stabile organizzazione" nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

6. Non si considera che un'impresa di uno Stato contraente ha una stabile organizzazione nell'altro Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno status indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

7. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente:

a) possiede una partecipazione in una società che è residente dell'altro Stato contraente (ovvero questa ultima società possiede una partecipazione nella prima),

b) o svolge la sua attività nell'altro Stato contraente (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no),

non costituisce di per sè motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

ARTICOLO 5

Redditi immobiliari

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae da beni immobili (compresi i redditi delle attività agricole o forestali) situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato.

2. L'espressione "beni immobili" è definita in conformità al diritto dello Stato contraente in cui i beni stessi sono situati.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti dai beni immobili di un'impresa nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una professione indipendente.

ARTICOLO 6

Utili delle imprese

1. Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata. Se l'impresa svolge in tal modo la sua attività, gli utili dell'impresa sono imponibili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 3, quando un'impresa di uno Stato contraente svolge la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, in ciascuno Stato contraente vanno attribuiti a detta stabile organizzazione gli utili che si ritiene sarebbero stati da essa conseguiti se si fosse trattato di un'impresa distinta e separata svolgente attività identiche o analoghe in condizioni identiche o analoghe e in piena indipendenza dall'impresa di cui essa costituisce una stabile organizzazione.

3. Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.

4. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

5. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quelle del presente articolo.

ARTICOLO 7

Trasporto internazionale

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi, di aeromobili e di veicoli stradali sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva di un' impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato contraente in cui si trova il porto di immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto di immatricolazione, nello Stato contrente di cui è residente l'esercente la nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano parimenti agli utili derivanti dalla partecipazione ad un fondo comune (pool), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

ARTICOLO 8

Dividendi

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali dividendi possono essere tassati nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 10 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.

Le Autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo le modalità di applicazione di tale limitazione.

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3. Ai fini del presente articolo il termine "dividendi" designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione fiscale dello Stato di cui è residente la società distributrice.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente, di cui è residente la società che paga i dividendi, sia una attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione interna.

5. Qualora una società residente di uno Stato contraente ricavi utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, né prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costituiscano in tutto o in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

ARTICOLO 9

Interessi

1. Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto in detto altro Stato, se detto residente ne è l'effettivo beneficiario.

2. Ai fini del presente articolo il termine "interessi" designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, e dei crediti di qualsiasi natura, nonché ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed il credito generatore degli interessi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione interna.

ARTICOLO 10

Canoni

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2. Tuttavia, tali canoni possono essere tassati nello Stato contraente dal quale essi provengono e in conformità della legislazione di detto Stato, ma, se la persona che riceve i canoni ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 5 per cento dell'ammontare lordo dei canoni. Le autorità competenti degli Stati contraenti regoleranno di comune accordo le modalità di applicazione di detta limitazione.

3. Ai fini del presente articolo il termine "canoni" designa i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e le registrazioni per trasmissioni radiofoniche e televisive, di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, programmi relativi ad elaboratori elettronici, nonché per l'uso o la concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia un'attività industriale o commerciale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed i diritti ed i beni generatori dei canoni si ricolleghino effettivamente ad esse. In tal caso, i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione interna.

5. I canoni si considerano provenienti da uno degli Stati quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno degli Stati, ha in uno Stato una stabile organizzazione, o una base fissa, per le cui

necessità è stato concluso il contratto che ha dato luogo al pagamento dei canoni e che ne sopporta l'onere, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato in cui è situata la stabile organizzazione o la base fissa.

ARTICOLO 11

Utili di capitale

1. Gli utili che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'alienazione di beni immobili di cui all'articolo 5 situati nell'altro Stato contraente, sono imponibili in detto altro Stato.

2. Gli utili provenienti dall'alienazione di beni mobili facenti parte dell'attivo di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente, compresi gli utili provenienti dalla alienazione di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato.

3. Gli utili provenienti dall'alienazione di navi, aeromobili o veicoli stradali utilizzati in traffico internazionale, o di beni mobili relativi all'esercizio di tali navi, aeromobili o veicoli, sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Gli utili derivanti dall'alienazione di ogni altro bene diverso da quelli menzionati ai paragrafi 1, 2 e 3 sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

ARTICOLO 12

Professioni autonome

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività di carattere indipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale residente non disponga abitualmente, nell'altro Stato contraente, di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base fissa, i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono imputabili a detta base fissa.

2. L'espressione "libera professione" comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonchè le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

ARTICOLO 13

Salari, stipendi ed altre remunerazioni analoghe

1. Salve le disposizioni degli articoli 14, 16, 17, 18 e 19, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tal titolo sono imponibili in questo altro Stato.

2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente, svolta

nell'altro Stato contraente, sono imponibili soltanto nel primo Stato se:

a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato, e
b) le remunerazioni sono pagate da o per conto di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato, e
c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.

3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni ricevute in corrispettivo di un lavoro subordinato svolto a bordo di navi, di aeromobili o di veicoli stradali in traffico internazionale sono imponibili soltanto nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

ARTICOLO 14

Membri dei consigli di amministrazione e dei collegi sindacali

I compensi, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del consiglio di amministrazione o del collegio sindacale di una società residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

ARTICOLO 15

Artisti e sportivi

1. Nonostante le disposizioni degli articoli 12 e 13, i redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae

dalle sue prestazioni personali esercitate nell'altro Stato contraente in qualità di artista dello spettacolo, quale un artista di teatro, del cinema, della radio e della televisione o in qualità di musicista, nonchè di sportivo, sono imponibili in detto altro Stato.

2. Quando i redditi delle attività che un artista dello spettacolo o uno sportivo esercitano personalmente in tale qualità, sono attribuiti ad una persona diversa dall'artista o dallo sportivo medesimo, detti redditi sono imponibili nonostante le disposizioni degli articoli 6, 12 e 13, nello Stato contraente in cui le attività dell'artista o dello sportivo sono svolte.

3. Nonostante le disposizioni dei precedenti paragrafi 1 e 2 i redditi che un'artista dello spettacolo, residente in uno Stato contraente, ritrae dalle sue prestazioni personali svolte nell'altro Stato contraente in tale qualità, sono imponibili soltanto nel primo Stato se le attività svolte nell'altro Stato sono finanziate in gran parte con fondi pubblici de primo Stato, o se dette attività sono svolte nell'altro Stato nell'ambito di un programma ufficiale di scambi culturali fra i due Stati.

ARTICOLO 16

Pensioni

Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 17, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato.

ARTICOLO 17

Funzioni Pubbliche

1. a) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato;

   b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario della remunerazione sia un residente di quest'ultimo Stato che:
   i) abbia la nazionalità di detto Stato, o
   ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendervi i servizi.

2. a) Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, ad una persona fisica a titolo di servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione o ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato.
   b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora il beneficiario sia un residente di detto Stato e ne abbia la nazionalità.

3. Le disposizioni degli articoli 13, 14 e 16 si applicano alle remunerazioni e pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di un'attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale.

ARTICOLO 18

Professori

Le remunerazioni che un professore o un altro membro del personale insegnante il quale è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente, residente dell'altro Stato contraente e che è inviato ovvero invitato nel primo Stato al solo scopo di insegnarvi o effettuare ricerche scientifiche, per un periodo non superiore a due anni, in una università o in un altro istituto di insegnamento o di ricerca scientifica senza fini di lucro, non sono imponibili ~~soltanto~~ nel primo Stato.

ARTICOLO 19

Studenti

Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era prima, residente di uno Stato contraente e che è inviato nell'altro Stato contraente al solo scopo di compiervi i suoi studi o di completarvi la propria formazione professionale, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, d'istruzione o di formazione professionale, non sono imponibili in tale altro Stato a condizione che tali somme provengano da fonti situate fuori di detto altro Stato, o sono percepite in remunerazione di una attività svolta in questo altro Stato nei limiti di un reddito adeguato che gli permetta di compiere i suoi studi o di completare la sua formazione professionale.

ARTICOLO 20

Altri redditi

1. Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, di qualsiasi provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione sono imponibili soltanto in questo Stato.

ARTICOLO 21

Patrimonio

Il patrimonio costituito da beni immobili di cui all'articolo 5, posseduto da un residente di uno Stato contraente e situato nell'altro Stato contraente, è imponibile in detto altro Stato.

2. Il patrimonio costituito da beni mobili che fanno parte dell'attivo di una stabile organizzazione che una impresa di uno Stato contraente possiede nell'altro Stato contraente, o da beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui un residente di uno Stato contraente dispone nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente, è imponibile in detto altro Stato.

3. Il patrimonio costituito da navi, aeromobili e veicoli stradali utilizzati in traffico internazionale nonché da beni mobili destinati all'esercizio di tali navi, aeromobili o veicoli, è imponibile soltanto nello Stato contraente in cui si trova la sede della direzione effettiva dell'impresa.

4. Tutti gli altri elementi del patrimonio di un residente di uno Stato contraente sono imponibili soltanto in detto Stato.

ARTICOLO 22

Metodo per evitare le doppie imposizioni

1. Si conviene che la doppia imposizione sarà evitata in conformità delle disposizioni dei seguenti paragrafi del presente articolo.

2. Per quanto riguarda la Bulgaria:
   a) se un residente della Bulgaria possiede redditi o un patrimonio che, conformemente alle disposizioni

della presente Convenzione, sono imponibili in Italia, la Bulgaria esenta da imposte tali redditi o detto patrimonio;

b) se un residente della Bulgaria riceve dividendi o canoni che, conformemente alle disposizioni degli articoli 8 e 10, sono imponibili in Italia, la Bulgaria accorda, sull'ammontare dell'imposta che essa preleva sui redditi di detto residente, una deduzione di ammontare pari all'imposta pagata in Italia su tali dividendi o canoni. Tuttavia, tale deduzione non può eccedere la frazione di imposta, calcolata prima della deduzione, corrispondente ai predetti dividendi o canoni provenienti dall'Italia.

c) Quando, in conformità ad una qualsiasi disposizione della Convenzione, i redditi o il patrimonio posseduti da un residente della Bulgaria sono esenti da imposte in Bulgaria, la Bulgaria può comunque tener conto dei redditi o del patrimonio esentati ai fini del calcolo dell'ammontare dell'imposta dovuta sui restanti redditi o patrimonio di detto residente.

3. Per quanto riguarda l'Italia:

Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Bulgaria, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Bulgaria, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione mediante ritenuta a titolo di imposta su ri-

chiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

4. Se una società residente dell' Italia percepisce redditi per effetto della sua partecipazione in una "società mista" costituita conformemente al decreto n. 535/80 del Consiglio di Stato della Repubblica Popolare di Bulgaria, si considera - ai fini dell'applicazione del precedente paragrafo 3 - che l'imposta pagata in Bulgaria su detti redditi è pari al 36 per cento.

ARTICOLO 23

Non-discriminazione

1. I nazionali di uno Stato contraente non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione. La presente disposizione si applica inoltre, nonostante le disposizioni dell'articolo 1, alle persone che non sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

2. Ai fini delle disposizioni del presente articolo, il termine "nazionali" designa:
   a) le persone fisiche che hanno la nazionalità di uno Stato contraente;
   b) le persone giuridiche, le società di persone e le associazioni costituite in conformità alla legislazione in vigore in uno Stato contraente.

3. L'imposizione di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'imposizione a carico delle imprese di detto altro Stato che svolgono la medesima attività. La presente disposizione non può essere interpretata nel senso che

faccia obbligo ad uno Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato contraente le deduzioni personali, le esenzioni e le deduzioni di imposta che esso accorda ai propri residenti in relazione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.

4. Gli interessi, i canoni ed altri oneri pagati da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della determinazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero stati pagati ad un residente del primo Stato. Parimenti, i debiti di un'impresa di uno Stato contraente nei confronti di un residente dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della determinazione del patrimonio imponibile di detta impresa, nelle stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero stati contratti nei confronti di un residente del primo Stato.

5. Le imprese di uno Stato contraente, alle quali partecipano uno o più residenti dell'altro Stato contraente, non sono assoggettate nel primo Stato ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettate le altre imprese della stessa natura del primo Stato.

6. Le disposizioni del presente articolo si applicano alle imposte di ogni genere o denominazione, nonostante le disposizioni dell'articolo 2.

ARTICOLO 24

Procedura amichevole

1. Quando una persona ritiene che le misure adottate da uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o comporteranno per essa un'imposizione non conforme alle disposizioni della presente Convenzione, essa può,

indipendentemente dai ricorsi previsti dal diritto interno di detti Stati, sottoporre il caso all'autorità competente dello Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ricade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'articolo 23, a quella dello Stato contraente di cui possiede la nazionalità. Il caso deve essere sottoposto entro i due anni che seguono la prima notificazione della misura che comporta un'imposizione non conforme alle disposizioni della Convenzione.

2. L'autorità competente, se il ricorso le appare fondato e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacente soluzione, farà del suo meglio per regolare il caso per via di amichevole composizione con l'autorità competente dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazione non conforme alla Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno del loro meglio per risolve e, per via di amichevole composizione, le difficoltà o i dubbi inerenti all'interpretazione o all'applicazione della Convenzione.

4. Le autorità competenti degli Stati contraenti potranno comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti. Qualora venga ritenuto che degli scambi verbali di opinioni possano facilitare il raggiungimento di tale accordo, essi potranno aver luogo in seno ad una Commissione formata da rappresentanti delle autorità competenti degli Stati contraenti.

ARTICOLO 25

Scambio di informazioni

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambiano le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione o quelle della legislazione interna degli Stati contraenti relativa alle

imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che tali leggi prevedono non è contraria alla Convenzione, nonché per prevenire le evasioni fiscali. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente sono tenute segrete analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e sono comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla Convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le predette persone od autorità utilizzano tali informazioni soltanto per questi fini.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno Stato contraente l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato contraente;
b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato contraente;
c) di fornire informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale, o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

ARTICOLO 26

Agenti diplomatici e funzionari consolari

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano i

membri di una missione diplomatica o di un ufficio consolare in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

ARTICOLO 27

Rimborsi

1. Le imposte riscosse in uno dei due Stati contraenti mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato o dello Stato di cui esso e residente qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato contraente tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato contraente di cui il contribuente è residente certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto alla applicazione dei benefici previsti dalla presente Convenzione.

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 24, le modalità di applicazione del presente articolo.

ARTICOLO 28

Entrata in vigore

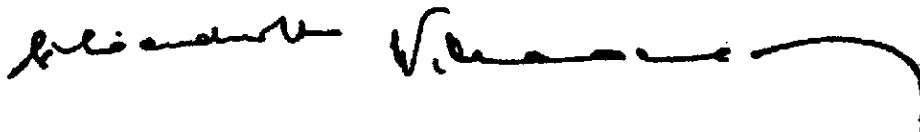
La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a ROMA non appena possibile.

La presente Convenzione entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni si applicheranno:

a) alle imposte prelevate alla fonte sui redditi attribuiti o messi in pagamento a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello di entrata in vigore della Convenzione;

b) alle altre imposte sui redditi e sul patrimonio dei periodi d'imposta che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello d'entrata in vigore della Convenzione.

ARTICOLO 29

Denuncia

La presente Convenzione rimarrà in vigore sino alla denuncia da parte di uno degli Stati contraenti. Ciascuno Stato contraente puo denunciare la Convenzione per via diplomatica con un preavviso minimo di sei mesi, prima della fine di ciascun anno solare ed al termine di un periodo di cinque anni successivo alla data della sua entrata in vigore. In questo caso, la Convenzione cesserà di applicarsi :

a) alle imposte prelevate alla fonte sui redditi messi in pagamento a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello di denuncia;

b) alle altre imposte sui redditi e sul patrimonio di periodi d'imposta che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello di denuncia.

Fatta a SOFIA , il 21.9 1988, in duplice esemplare, in lingua italiana, bulgara, e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione.

Per la Repubblica Italiana

Per la Repubblica Popolare di Bulgaria

PROTOCOLLO D'ACCORDO

alla Convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica Popolare di Bulgaria intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali.

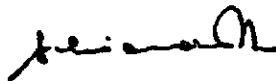
All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra la Repubblica italiana e la Repubblica Popolare di Bulgaria intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e sul patrimonio ed a prevenire le evasioni fiscali, i plenipotenziari hanno concordato le seguenti disposizioni supplementari che formano parte integrante della Convenzione.

Resta inteso che:

a) con riferimento all'articolo 2, se nel futuro sarà introdotta in Italia un'imposta sul patrimonio, la Convenzione si applicherà a detta imposta e la doppia imposizione sarà evitata in conformità alle disposizioni dell'articolo 22;

b) con riferimento all'articolo 4, paragrafo 3 a), la vendita, al termine di una esposizione, di merci nella stessa esposte non costituisce una stabile organizzazione;

c) con riferimento all'articolo 5, paragrafo 2, l'espressione "beni immobili" comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole e forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato riguardanti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì "beni immobili" l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a pagamenti variabili o fissi per lo sfruttamento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerari, sorgenti ed

altre risorse naturali. Le navi, gli aeromobili e i veicoli stradali non sono considerati beni immobili;

d) con riferimento all'articolo 6 paragrafo 3, per "spese sostenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione" si intendono le spese direttamente connesse con l'attività di detta stabile organizzazione;

e) con riferimento agli articoli 9 e 10, se l'ammontare degli interessi o dei canoni pagati eccede il valore normale di detti redditi in base alla legislazione di uno degli Stati contraenti, la parte eccedente di detti pagamenti è imponibile in questo Stato in conformità della propria legislazione e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione;

f) le disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 13 si applicano anche alle remunerazioni corrisposte al personale di un'impresa di trasporto aereo in traffico internazionale di uno degli Stati contraenti che esercita la sua attività nell'altro Stato contraente;

g) le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 17 si applicano anche alle remunerazioni e pensioni corrisposte al proprio personale dai servizi o organismi italiani seguenti:
- l'Amministrazione delle Ferrovie dello Stato (F.S.);
- l'Amministrazione delle Poste e delle telecomunicazioni (PP.TT.);
- l'Ente nazionale per il Turismo (ENIT);
- l'Istituto per il Commercio Estero (ICE);
- la Banca d'Italia;

nonché i corrispondenti servizi o organismi bulgari;

h) con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 24, all'espressione "indipendentemente dai ricorsi previsti dal diritto interno" si attribuisce il significato secondo cui l'attivazione della procedura

amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata, laddove la controversia concerne un'applicazione delle imposte non conforme alla Convenzione;

i) la disposizione di cui al paragrafo 3 dell'articolo 27 non esclude l'interpretazione secondo la quale le autorità competenti degli Stati contraenti possono di comune accordo stabilire procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni o esenzioni d'imposta cui dà diritto la Convenzione;

l) nonostante le disposizoni del paragrafo 2 dell'articolo 28, le disposizoni del paragrafo 1 dell'articolo 7 si applicano ai redditi realizzati a partire dal 1° gennaio 1981.

Fatto a SOFIA il 21.9.1988, in duplice esemplare in lingua italiana, bùlgara, e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione.

Per la Repubblica Italiana	Per la Repubblica Popolare di Bulgaria

C O N V E N T I O N

ENTRE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE LA BULGARIE TENDANT A EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIERE D'IMPOTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE ET A PREVENIR LES EVASIONS FISCALES

La République Italienne et la République Populaire de la Bulgarie, désireuses de développer et faciliter les relations économiques réciproques, ont convenu de conclure une Convention téndant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortuné et à prévenir les évasions fiscales:

Article 1

PERSONNES VISEES ET RESIDENTS

1) La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2) Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne:

a) en ce qui concerne la République italienne, toute personne qui, en vertu de la législation italienne, est assujettie à l'impôt en Italie en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de toute autre critère de nature analogue;

b) en ce qui concerne la République Populaire de la Bulgarie, toute personne physique qui possède la nationalité bulgare ainsi que toute personne morale qui a son siège en Bulgarie ou qui y est enregistrée.

3) Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 2, une personne physique e t un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat dans lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

4) Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 2, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 2

IMPOTS VISES

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou

administratives ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) en ce qui concerne la République italienne:
   1) l'impôt sur les revenus des personnes physiques (imposta sul reddito delle persone fisiche);
   2) l'impôt sur les revenus des personnes morales (imposta sul reddito delle persone giuridiche);
   3) l'impôt local sur les revenus (l'imposta locale sui redditi)
   même si perçus par des retenues à la source;
   (ci-dessous dénommés "impôt italien");

b) en ce qui concerne la République Populaire de la Bulgarie:
   1) l'impôt sur le revenu total;
   2) l'impôt sur les célibataires, les veufs, les divorcés et les couples sans enfants;
   3) l'impôt sur les bénéfices;
   4) l'impôt sur les bâtiments;
   (ci-dessous dénommés "impôt bulgare").

4) La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de la signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Ai. e 3

DEFINITIONS ..NERALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

a) le terme "Italie" désigne la République italienne et comprend les zones au dehors de la mer territoriale de l'Italie lesquelles, conformément au droit coutumier international et aux .. italiennes concernant l'exploration et l'exp o cation des ressources naturelles, peuvent être considérées comme des zones dans lesquelles les droits souverains italiens relatifs à telles zones, au lit de la mer et à son sous-sol ainsi qu'à leurs ressources naturelles peuvent être exercés;

b) le terme "Bulgarie" désigne la République Populaire de la Bulgarie et quand il est utilisé au sens géographique, il désigne le territoire sur lequel la Bulgarie excerce ses droits souverains, ainsi que le plateau continental et la zone économique exclusive sur lesquelles la Bulgarie excerce ses droits souverains conformément au droit international;

c) les expressions "un Etat contractant" et "l'autre Etat contractant" désignent, suivant le contexte, la République Italienne ou la République Populaire de la Bulgarie;

d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les personnes morales - y compris les sociétés - et tout autre groupement de personnes;

e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins de l'imposition;

f) les expressions "entreprise d'un Etat Contractant" et "entreprise de l'autre Etat Contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;

g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule routier exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat Contractant, sauf lorsque le navire, l'aéronef ou le véhicule routier n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat Contractant;

h) l'expression "autorité compétente" désigne:
   1) en Italie: le Ministère des Finances;
   2) en Bulgarie: le Ministère des Finances.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôt auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4

ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation d'affaires fixe où l'entreprise exerce tout ou une partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment:
a) un siège de direction;
b) une succursale;
c) un bureau;
d) une usine;
e) un atelier;
f) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles;
g) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

3. On ne considère pas qu'il y a un "établissement stable" si:
a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. La participation d'un résident de l'Italie dans une société mixte constituée en Bulgarie conformément au décret n.535 du Conseil d'Etat de la République Populaire de la Bulgarie du 25 mars 1980 est considérée comme un "établissement stable", aux fins de la présente Convention.

5. Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 6 - est considérée comme "établissement stable" dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat des pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée qu'à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

6. On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre État contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre de leur activité ordinaire.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant:

a) possède une participation dans une société qui est un résident de l'autre Etat contractant (ou bien cette dernière société possède une participation dans la première);

b) ou excerce son activité dans l'autre Etat contractant (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non),

ne suffit pas, en lui-même, a faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 5

REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un resident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression "biens immobiliers" est définie conformément au droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. [illegible] spositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent égalen [illegible] revenus provenant des biens immobiliers d'une

entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 6

BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet etablissement stable, les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exercant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les

dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement ache é des marchandises pour l'entreprise.

5. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 7

TRANSPORT INTERNATIONAL

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs et de véhicules routiers ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navi- est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une

exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 8

DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui perçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi etabli ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des dividendes.

Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

Ce paragraphe ne concerne pas l'imposition de la société pour les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assujettis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce, dans l'autre Etat contractant dont la société payant les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intérmédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dividendes sont imposables dans ledit autre Etat contractant selon sa propre législation interne.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

Article 9

INTERETS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire ~~à l'intermédiaire~~ d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les intérêts sont imposables dans ledit autre Etat contractant selon sa propre législation interne.

Article 10

REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances peuvent être imposées dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui perçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut exceder 5 pour cent du montant brut des redevances. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de cette limitation.

3. Le terme "redevances" employé dans le present article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les enregistrements pour trasmissions radiophoniques et télévisées, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, d'un programme concernant les ordinateurs électroniques, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattachent effectivement. Dans ce cas, les redevances sont imposables dans ledit autre Etat contractant selon sa législation interne.

5. Les redevances sont considérées comme provenant de l'un des Etats lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique ou administrative, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident de l'un des Etats, a dans l'un des Etats un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

Article 11

GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 5 et

situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de navires, aéronefs ou véhicules routiers exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tout bien autre que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 1:

PROFESSIONS AUTONOMES

1. Les revenus qu'un resident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités à caractère

indépendant ne sont imoosables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure ou ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médicins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 13

SALAIRES, TRAITEMENTS ET AUTRES REMUNERATIONS SIMILAIRES

1. Sous réserve des dispositions des articles 14, 16, 17, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les munérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au tre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'une emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule routier exploité en trafic international, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Article 14

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
OU DE SURVEILLANCE

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 15

ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 12 et 13, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou q'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 6, 12 et 13, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents 1 et 2, les revenus qu'un artiste du spectacle, qui est un résident d'un Etat contractant, tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant et en cette qualité, ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées pour une partie importante par des fonds publics du premier Etat ou que ces activités sont exercées dans l'autre Etat dans le cadre d'un programme officiel d'échanges culturels entre les deux Etats.

Article 16

PENSIONS

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 17, les pensions et autres rémunérations similaires, versées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 17

FONCTIONS PUBLIQUES

1. a) Les rémunerations, autres que les pensions, versées par un Etat contractant ou par l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou par des collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus a cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
   b) Toutefois, ces remunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si le bénéficiaire de la remunération est un résident de cet Etat qui:
      i) possède la nationalité dudit Etat, ou
      ii) n'est pas devenu un résident dudit Etat à seul fin d'y rendre des services.

2. a) Les pensions versées par un Etat contractant ou par l'une de ses subdivisions politiques ou

administratives ou par des collectivés locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si le bénéficiaire est un resident de cet Etat et s'il en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 13, 14 et 16 s'appliquent aux rémunérations et pensions versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par l'un des Etats contractants ou par l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou par des collectivités locales.

Article 18

PROFESSEURS

Les rémunérations qu'un professeur ou un autre membre du corps enseignant qui est ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui est envoyé ou bien invité dans le premier Etat à seul fin d'y enseigner ou s'y livrer à des recherches scientifiques, pendant une periode qui n'excède pas deux ans, dans une université ou dans une autre institution d'enseignement ou de recherche scientifique sans but lucratif, ne sont pas imposables que dans ledit premier Etat..

Article 19

ETUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était auparavant, un résident d'un Etat contractant et qui est envoyé dans l'autre Etat contractant à seul fin d'y poursuivre ses études ou sa formation professionnelle, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation professionnelle, ne sont pas imposables dans cet autre Etat à condition que ces sommes proviennent de sources situées en dehors de cet autre Etat, ou soient perçues en remuneration d'une activité exercée dans cet autre Etat dans la limite d'un revenu raisonnable en vue de lui permettre de poursuivre ses études ou sa formation professionnelle.

Article 20

AUTRES REVENUS

Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 21

FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 5, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune constituée nar des navires, des aéronefs et des véhicules routiers exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires. aéronefs,où véhicules aleat imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situè.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 22

DISPOSITIONS POUR EVITER LA DOUBLE IMPOSITION

1. Il est entendu que la double imposition sera évitée en conformité ~~avec~~ des ~~les~~ dispositions des paragraphes suivants du présent article.

2. En ce qui concerne la Bulgarie:
   a) lorsqu'un résident de la Bulgarie reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Italie, la Bulgarie exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune;
   b) lorsqu'un résident de la Bulgarie reçoit des dividendes ou des redevances qui conformément aux dispositions des articles 8 et 10, sont imposables en Italie, la Bulgarie accorde, sur l'impôt qu'elle perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en Italie sur ces dividendes ou redevances. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces dividendes ou redevances reçus de l'Italie;
   c) lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident de la Bulgarie reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt en Bulgarie, la Bulgarie peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.

3. En ce qui concerne l'Italie:

Lorsqu'un résident de l'Italie reçoit des éléments de revenu qui sont imposables en Bulgarie, l'Italie, en établissant ses impôts sur le revenu visés à l'article 2 de la présente Convention, peut comprendre dans la base imposable desdits impôts ces éléments de revenu à moins que des dispositions déterminées de la présente Convention ne prévoient autrement.

Dans ce cas, l'Italie doit déduire des impôts ainsi établis l'impôt sur le revenu payé en Bulgarie, mais le montant de la déduction ne peut pas dépasser la quote-part de l'impôt italien imputable auxdits éléments de revenu dans la proportion où ces éléments participent à la formation du revenu total.

Toutefois, aucune déduction ne sera accordée dans le cas où l'élément de revenu soit assujetti en Italie à l'imposition par voie de retenue à titre d'impôt sur demande du bénéficiaire du revenu en conformité de la législation italienne.

4. Lorsqu'une société résident de l'Italie reçoit des revenus pour sa participation dans une "societe mixte" constituée conformément au decret n.535/80 du Conseil d'Etat de la République Populaire de la Bulgarie, on considère - aux fins de l'application du paragraphe 3 ci-dessus - que l'impôt payé en Bulgarie sur ces revenus est égal à 36 pour cent.

NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les ~~citoyens~~ nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Aux fins des dispositions du présent article le terme "nationaux" designe:

(1) toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant;

(2) toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant ne peut pas être établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. Les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, aux mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, aux mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, auxquelles participent un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impets de toute nature ou dénomination.

Article 24

PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non

conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 23, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les deux ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par la voie d'un accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par la voie d'un accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paraghaphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 25

ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relatives aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention, ainsi que pour prévenir les évasions fiscales. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements "reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris l'autorité judiciaire et les organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorites n utilisent ces renseignements qu'à ces fins.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
b) de fournir des renseignements qui ne pourraient pas être obtenus sur la base de sá législation ou dans le cadre

de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 26

AGENTS DIPLOMATIQUES ET FONCTIONNAIRES CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 27

REMBOURSEMENT.

1. Les impôts prélevés dans un Etat contractant par voie de retenue à la source seront remboursés sur demande de l'intéressé ou de l'Etat dont il est résident lorsque le droit de percevoir ces impôts soit limité par les dispositions de ladite Convention.

2. Les demandes de remboursement, à presenter dans les délais établis par la législation de l'Etat contractant obligé à effectuer ledit remboursement, doivent être

accompagnées d'une attestation officielle de l'Etat contractant dont le contribuable est un résident, dans la quelle doit être certifiée l'existence des conditions demandées pour bénéfici r des exonérations ou des réductions prévues par cette Convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants règleront d'un commun accord, en conformité avec les dispositions de l'article 24, les modalités d'application du présent article.

Article 28

ENTREE EN VIGUEUR

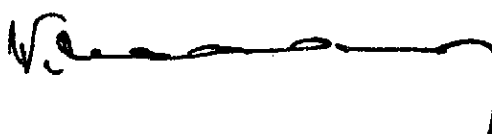
1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à ROME

2. La présente Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables:

a) aux impôts dûs à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du premier Janvier de l'année suivante celle de l'entrée en vigueur de la Convention;
b) aux autres impôts sur les revenus et sur la fortune des périodes imposables commençant à partir du premier Janvier de l'année suivante celle de l'entrée en viguéur de la Convention.

Article 29

DENONCIATION

La présente Convention restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'un des Etats contractants. Chacun des Etats contractants peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois, avant la fin de chaque année civile et après une période de cinq années de la date de son entrée en vigueur. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable:

a) aux impôts dûs à la source sur les revenus mis en paiement à partir du premier Janvier de l'année suivante celle de la dénonciation;
b) aux autres impôts sur les revenus et sur la fortune liés aux periodes imposables commençant à partir du premier Janvier de l'année successive à celle de la dénonciation.

FAIT à SOFIA , le 21 septembre 1988 en trois exemplaires, en langue italienne, bulgare et française, cette dernière faisant foi en cas de contestation.

POUR LA REPUBLIQUE ITALIENNE	POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE LA BULGARIE

PROTOCOLE D'ACCORD

à la Convention entre la République Italienne et la République Populaire de la Bulgarie téndant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir les évasions fiscales.

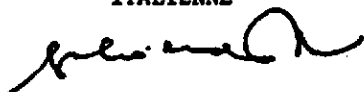
Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue ce jour entre la République Italienne et la République Populaire de la Bulgarie téndant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir les évasions fiscales, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions supplémentaires suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

Il est entendu que:

a. Pour ce qui concerne l'article 2, si un impôt sur la fortune devrait dans le futur être indroduit en Italie la Convention s'appliquera à cet impôt et la double imposition sera évitée conformément aux dispositions de l'article 22;

b. pour ce qui concerne l'article 4, paragraphe 3 a), la vente, à la fin d'une exposition, des marchandises y exposées, ne constitue pas un établissement stable;

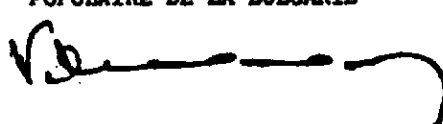
c. pour ce qui concerne l'article 5, paragraphe 2, l'expression "biens immobiliers" englobe en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières ainsi que les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière. On considère en outre comme "biens immobiliers" l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour

l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol. Les navires, aéronefs et véhicules routiers ne sont pas considérés comme des biens immobiliers;

d. pour ce qui concerne l'article 6, paragraphe 3, on entend par "dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable" les dépenses qui sont directement afférentes à l'activité de l'établissement stable;

e. pour ce qui concerne les articles 9 et 10, si le montant des intérêts ou des redevances payés excède la valeur normale des-dits revenus aux sens de la législation d'un des Etats contractants, la partie excédentaire de ces payements reste imposable dans cet Etat conformément à sa législation et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention;

f. les dispositions du paragraphe 3 de l'article 13 s'appliquent aussi aux rémunérations allouées au personnel d'une entreprise de transport aérien en trafic international d'un des Etats contractants qui excèrce son activité dans l'autre Etat contractant;

g. les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 17 s'appliquent aussi aux rémunérations et pensions allouées à leur personnel par les services ou organismes italiens suivants:
   - l'Administration des chemins de fer (F.S.);
   - l'Administration des Postes et des Télécommunications (PP.TT.);
   - l'Office national du Tourisme (E.N.I.T.);
   - l'Institut pour le Commerce Extérieur (I.C.E.);
   - la Banque d'Italie,

ainsi qu'aux services ou organismes bulgares correspondants.

h. par rapport au paragraphe 1 de l'article 24, l'expression "indépendamment des recours prévus par le droit interne" signifie que le commencement de la procédure amiable n'est pas alternatif à la procédure contentieuse nationale à laquelle, en tout cas, on doit recourir au préalable, lorsque le conflit se réfère à une application des impôts qui n'est pas conforme à la Convention;

i. la disposition visée au paragraphe 3 de l'article 27 n'exclut pas l'interprétation suivant laquelle les autorités compétentes des Etats contractants peuvent d'un commun accord établir des procédures différentes pour l'application des réductions ou exonérations d'impôts auxquelles donne droit la Convention;

l. nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 28, les dispositions du paragraphe 1 de l'article 7 s'appliquent aux revenus réalisés à partir du 1 Janvier 1981.

FAIT à SOFIA , le 21 septembre 1988 , en trois exemplaires, en langue italienne, bulgare et française, cette dernière faisant foi en cas de contestation.

POUR LA REPUBLIQUE ITALIENNE	POUR LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE LA BULGARIE

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4737):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DE MICHELIS) il 9 aprile 1990.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 22 maggio 1990, con pareri delle commissioni I, V e VI.

Esaminato dalla III commissione il 7 giugno 1990.

Esaminato in aula e approvato il 24 luglio 1990.

Senato della Repubblica (atto n. 2376):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 31 luglio 1990, con pareri delle commissioni 1ª, 5ª, 6ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 31 ottobre 1990.

Relazione scritta annunciata il 15 novembre 1990 (atto n. 2376/*A* - relatore sen. ACHILLI).

Esaminato in aula e approvato il 22 novembre 1990.

90G0431

FRANCESCO NIGRO, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(2651401) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.